

résultat que nous déplorons ; à l'égard du pays qui, pour appliquer un remède énergique au mal dont il souffre, a besoin d'en connaître exactement la cause véritable. Car pour guérir il faut faire cesser la cause du mal ; et cette cause doit être indiquée au risque de déplaire au malade, et aux charlatans qui l'ont mis sur le bord de la tombe.

#### A QUI LA RESPONSABILITE.

Constatons d'abord que sur les dix-sept ans bientôt que nous avons passés dans la confédération, les conservateurs ont été tout le temps au pouvoir, moins dix-huit mois ; et que jusqu'en 1874, nous avons eu des surplus. C'est de cette époque que datent nos malheurs ; et c'est à cette époque que fut inaugurée la politique imprudente qui, non-seulement a englouti \$1,523,222 de surplus accumulés, mais qui encore a créé une dette de plus de vingt millions, causé des déficits pour plus de deux millions, nous a imposé un intérêt annuel d'un million, à prendre sur le plus clair de nos revenus, et nous a mis en face de la taxe directe dont le spectre nous a été montré l'autre jour.

Le parti conservateur a hésité avant d'accepter cette politique que lui soumettait l'honorable M. de Boucherville ; avec les meilleures intentions, j'en suis convaincu ; et avec une honnêteté de convictions que ses adversaires les plus acharnés se plaisent à lui reconnaître.

*La Minerve*, l'organe de M. Chapleau, dénonça cette politique comme dangereuse, mais la majorité l'accepta, quoique avec répugnance, et l'imposa au pays. L'on se rappelle le protêt de l'honorable M. Joly, il fut ferme et énergique, indiquant la taxe directe comme le résultat fatal de l'entreprise audacieuse que l'on faisait, mais il fut inutile : il fallait s'endetter et se donner des déficits. Voici les termes mêmes de ce protêt que les honorables MM. Robertson et Taillon ont repoussé :

“ Dans l'opinion de cette chambre la politique du gouvernement, sur les chemins de fer doit inévitablement plonger la province dans les plus sérieuses difficultés, et avant longtemps elle conduira à la taxe directe et à la ruine de la province. ” (Journaux Ass. Lég. 75, p. 119).

Le premier ministre actuel, l'hon. M. Ross et le trésorier actuel, l'hon. M. Robertson, étaient alors collègues de

M. de Boucherville ; ils sont donc responsables au premier chef, et de la politique inaugurée à cette époque et des conséquences qu'elle a engendrées. En effet, entré dans le ministère de Boucherville, le 27 janvier 1876, M. Ross y est resté jusqu'au 2 mars 1878 ; et, quant à M. Robertson, il fut appelé dès l'origine de ce gouvernement, le 22 septembre 1874 à en être le trésorier, et c'est lui qui a négocié en 1874 le premier emprunt de la province, fait uniquement pour mettre cette politique à exécution. Dès lors les déficits commencèrent et furent de \$67,909, en 1874-75, de \$14,898 en 1875-76, et de \$81,035 en 1876-77. Lors du renvoi d'office de M. de Boucherville le chiffre en était porté à \$885,514, c'est-à-dire au chiffre le plus élevé, à part celui de cette année.

Avant 1874 les dépenses étaient restées au-dessous de deux millions ; dès lors elles commencèrent à dépasser ce chiffre et en 1878, quand M. Ross cessa d'être ministre, elles étaient déjà à \$2,711,838. Et qu'on ne prétende pas que c'était dû uniquement à l'intérêt de la dette, car, outre que ce ne serait pas une excuse, ce n'est pas exact. En effet, M. de Boucherville prit les dépenses \$1,924,985 en 1874 et les laissa en 1878 à \$2,711,838 ; ce qui accuse une augmentation de \$786,853, or comme l'intérêt de la dette n'était alors que de \$482,661.92, il est constant que le ministère dont M. Ross faisait partie, avait augmenté les dépenses ordinaires de \$304,192 en trois ans et cinq mois.

Quant à M. Robertson, son dossier est encore moins favorable. Il a été trésorier de la Province du 25 octobre 1869 au mois de septembre 1874 ; et il prit les dépenses à \$1,325,238 et les laissa, lors du scandale des Tanneries, à \$1,731,838, ce qui accuse une augmentation, en quatre ans et sans un centin d'intérêt à payer, de \$406,600. Quelques jours plus tard il rentra au Trésor et n'en sortit que le 20 juillet 1876. Il a donc contrôlé les finances de 1869 à 1876, c'est-à-dire pendant 7 ans. Or, quand il résigna, en 1876, les dépenses étaient de \$2,355,050 ou de \$623,212 de plus qu'à son entrée au bureau du trésor ; et si vous retranchez de ce chiffre les \$254,461 payées pour intérêt en 1876, en exécution de la politique nouvelle et dont M. Robertson est directement responsable, il reste encore à sa charge une augmentation de \$368,751

pour dépenses obligées.

Si vous ajoutez la mauvaise administration de nature comme sincère la Robertson pour grave qu'il est un politique qui nous actuels, vous o pour quoi il nous de fermer les yeux gnorer les coupables.

Non seulement cette politique, s'abandonner et tournerait mal. tions anticipées qu'il a pris en 18

“ Le total de la tique va faire ce si tous les chem truits, sera d'env Comme je l'ai consentirai pas que la province. Nous ne devons ne veux pas, qui obligera la à la taxe direc dépenses du g l'intérêt sur not dans le moment rité personnelle vaincu que le p admettra bien que je fais. ” (V p. 38)

Voilà qui est SIX MILLIONS DE se trompe. No lions et le br trésorier de l dans de telles puté de Sherbu qui ne sont plu de tous les pé droit vient-il n de candeur qu vacances des excessives don A l'entendre rier économie comprendre à écouté, le pay si tel est le ca n'a-t-il pas dé est il resté a accepté leurs cherché à es